L'ALGÉRIE FACE À LA CRISE FINANCIÈRE MONDIALE

Ouyahia ne cache plus son inquiétude

Le Premier ministre a présenté, hier, le plan d'action du gouvernement devant les élus de l'Assemblée populaire nationale. Contrairement à ses déclarations précédentes, Ahmed Ouyahia n'a pas caché son inquiétude quant à «la fragilité» de l'économie nationale en ces temps de crise financière.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Finis les discours de campagne électorale. Le chef de l'Exécutif, qui présentait hier, à l'APN, le plan d'action que l'équipe gouvernementale sera chargée d'appliquer, n'a pas caché ses appréhensions en évoquant l'état de l'économie algérienne. «Le plan d'action a reflété la détermination de notre pays soulignée par monsieur le président de la République, de s'atteler davantage au développement économique et à la promotion des activités productives en parallèle au secteur des hydrocarbures. C'est là l'un des moteurs essentiels de la construction d'une Algérie prospère. Cela est une nécessité plus avérée que jamais, à la lumière de la crise économique mondiale qui réduit de nouveau nos recettes extérieures et nous rappelle notre fragilité à terme, si un effort accru n'est pas consenti par tous dans le développement économique», a-t-il déclaré.

Un discours qui tranche nettement avec celui tenu ces derniers mois. «Le système économique et financier algérien est à l'abri, aujourd'hui, dans 5 ans et dans 10 ans, de la crise financière mondiale dans ses composantes actuelles, tant que notre système n'a pas évolué et tant que notre Bourse n'est pas bien intégrée au marché financier international», avait souligné Ouyahia au courant du mois d'octobre dernier. Il reviendra à la charge en décembre, à l'occasion de la présentation de son premier plan d'action devant l'Assemblée populaire nationale. «L'Algérie a les moyens de faire face à la crise, grâce aux mesures et décisions prises par monsieur le président de la République tout au long de ces dernières années.» La situation a bien changé depuis puisque l'heure est à la «prise de conscience». Afin de faire face à la crise, il est prévu de renforcer les activités productives hors hydrocarbures.

Photo: Samir Sid

A ce titre, le plan d'action prévoit une série de mesures devant permettre la construction «d'une Algérie prospère». A commencer par le secteur agricole qui bénéficiera, durant les 5 prochaines années, de 1 000 milliards de dinars. «Cet appui financier et technique concernera toute la chaîne de nombreuses cultures et productions animales», a annoncé Ouyahia.

L'Etat s'engagera également à «remettre à niveau les entreprises publiques encore viables et disposant de marché». Mais, comme l'a longuement expliqué le Premier ministre, la priorité de son gouvernement reste «l'approfondissement de la réconciliation nationale, pierre angulaire d'une Algérie sereine». «Approfondir la réconciliation nationale c'est d'abord éliminer l'agression terrorsite tout en gardant la porte ouverte à ceux qui sauront revenir vers le peuple. La lutte antiterroriste sera poursuivie avec vigueur. La mobilisation et la vigilance des citoyens ne cesseront d'être promues comme concours précieux contre les criminels. La situation des citoyens volontaires participant à cette lutte sera également améliorée».

T. H.

APN

Manœuvres contre le PT

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Abdelaziz Ziari, et, par engagement solidaire, son parti, le Front de libération nationale (FLN) en voudraient terriblement à la secrétaire générale du Parti des travailleurs (PT), Louisa Hanoune. Ziari, murmure-t-on dans les coulisses de l'hémicycle, jurerait de payer sa bravade à la passionaria du PT. La sanction ? Sevrer les députés du parti des présidences et vice-présidences des commissions permanentes de l'Assemblée.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Le renouvellement des représentations au sein des commissions permanentes de l'APN, qui interviendra à la fin de l'année législative, soit au courant du mois de juin, risque fort d'exacerber la frustration de Louisa Hanoune, non encore guérie de son second essai électoral (candidature à la présidence de la République) non concluant. Abdelaziz Ziari et le groupe parlementaire du FLN, s'il ne tenait qu'à eux, excluraient sans remords les députés du PT des présidences et vice-présidences de ces structures. Lors de la dernière réunion du bureau de l'Assemblée, Ziari, qui a vraiment maille à partir avec Louisa Hanoune, s'est particulièrement intéressé à la «transhumance» parlementaire. S'il a passé en revue les effectifs au niveau de l'Assemblée des bannières partisanes, ce n'est pas qu'il réfléchirait soudainement à un mémoire sur ce phénomène qui tend de plus en plus à marquer les mœurs parlementaires mais introduire l'idée, son idée, de revoir la configuration actuelle des commissions permanentes.

Ce passage en revue des effectifs a fait ressortir que l'entité parlementaire du Parti des travailleurs s'est amoindrie de plus de la moitié. Le groupe parlementaire du PT est passé en effet de 26 à 13 députés. Ceci alors que le groupe parlementaire du Front national algérien (FNA) s'est vu rejoindre par cinq nouveaux députés et passe de 14 à 19 députés. L'idée de Ziari est que c'est au groupe parlementaire du FNA que devrait échoir la représentation au niveau des présidences et vice-présidences des commissions. Cette idée n'est pas motivée par des considérations arithmétiques. Elle est d'essence purement politique. Car le chapeautage desdites commissions n'est pas évalué au prorata des élus de chaque formation politique.

C'est à la majorité parlementaire, lorsqu'elle est formée, de trôner à la tête de ces commissions. Le règlement intérieur de l'Assemblée le dispose clairement dans son article 135. S'il est arrivé que des minorités parlementaires aient jusque-là accès aux présidences et vice-présidences de ces structures de l'Assemblée c'est uniquement grâce à des règles non écrites de bon usage qui veulent que la majorité cède quelques -unes de ces fonctions aux minorités parlementaires.

Aussi, le Parti des travailleurs pourrait bien se voir éjecté des commissions, voire aussi du bureau de l'Assemblée. Il suffit juste que le RND et le MSP fassent cause commune avec le FLN pour que la chose advienne. Mais il semble que les deux partenaires du FLN dans l'Alliance présidentielle ne soient pas favorables à cette sanction.

S. A. I.

ÉTUDIANTS EN MÉDECINE

Les examens s'étaleront jusqu'au 20 juillet

L'année universitaire sera prolongée de 15 jours, jusqu'au 20 juillet, pour les étudiants en médecine, pharmacie et chirurgie dentaire.

Rosa Mansouri - Alger (Le Soir) - Après le gel de tous les examens en raison de la grève des hospitalo-universitaires, la situation a fini par se débloquer, et il va falloir donc que toutes les parties se mettent à la même table pour négocier un calendrier des examens qui ne lésera pas les étudiants, jusque-là victimes du conflit. Alors qu'au niveau des facultés de médecine, l'administration a commencé à afficher le calendrier des examens, les étudiants ont opté pour la concertation, comme cela a été promis par les enseignants. «Même chez les étudiants, les avis sont mitigés. Certains veulent passer les deux EMD et d'autres préfèrent les combiner en un seul examen», nous a déclaré, hier, un membre du bureau de l'Unea. A la faculté d'Alger, l'administration a proposé deux dates, le 30 mai et le 6 juin, pour entamer les épreuves, avec un arrêt de cours d'une semaine. La décision n'est pas encore entérinée. Il est à signaler que les cours de médecine prendront fin le 28 mai. Ce qui ne laisse pas beaucoup de temps aux étudiants pour les révisions. Cependant, une réunion se tiendra aujourd'hui entre le doyen de la faculté d'Alger, les représentants des syndicats des hospitalo-universitaires, les comités pédagogiques et les représentants des étudiants afin d'élaborer un calendrier qui arrange les étudiants. «Nous l'avons toujours dit. Nous allons accompagner les étudiants dans leurs examens en leur donnant le temps qu'ils jugeront nécessaire pour les révisions. Mais par contre, nous n'allons pas faire des concessions sur la qualité de la formation», a précisé le Dr Djedjik du syndicat des maîtres-assistants. «Nous avons conseillé aux étudiants de se concerter entre eux et de venir mercredi (aujourd'hui, ndlr), avec des propositions concrètes», a-t-il ajouté, tout en les rassurant sur le bon déroulement des examens.

Photo: DR

R. M.

IL A ÉTÉ CANDIDAT À L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Mohamed Saïd dépose le dossier de son parti

Mohamed Saïd, candidat à l'élection d'avril dernier, a déposé, hier, le dossier d'agrément de son parti politique auprès du ministère de l'Intérieur.

«M. Mohamed Saïd a déposé ce matin 19 mai 2009, le dossier de la déclaration constitutive du Parti de la liberté et de la justice (PLJ) auprès du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales (Direction des libertés publiques et des affaires judiciaires), et ce, conformément à l'article 12 de la loi organique relative aux partis politiques», indique un communiqué de presse rendu public hier.

T. H.